

Oyem/Éducation/Trois questions au directeur d'Académie provinciale (DAP) du Woleu-Ntem... **... Jean Pierre Ngui Allogo : "Nous ne voulons pas entendre parler des enseignants rebelles et qui refusent leurs postes d'affectation"**

Propos recueillis par E. EBANG MVE
 Oyem/Gabon

L'union. M. le directeur, la rentrée des classes 2019-2020 a eu lieu le 30 septembre dernier dans tout le pays. Comment s'est-elle déroulée dans votre bassin pédagogique ?

Jean Pierre Ngui Allogo : cette rentrée des classes est effective dans toute la province du Woleu-Ntem depuis le lundi 30 septembre dernier. Dans beaucoup d'établissements, nous avons remarqué que tout était fin prêt et certains lycées, collèges et écoles primaires ont même commencé à accueillir des élèves. Cependant, il faut dire qu'au niveau des établissements publics, surtout avec les nominations des chefs d'établissements qui sont tombées lundi matin, il y a eu un peu de chamboulement. Au niveau du primaire, vous savez que les directeurs d'école viennent, eux aussi, d'être nommés. On va leur donner encore cette semaine (la semaine dernière, N.D.L.R.), pour terminer avec les inscriptions et réinscriptions. Sinon, les élèves et leurs parents savent que les cours ont déjà commencé.

Qu'est-ce qui peut justement justifier ces nominations tardives des responsables d'établissements ?

Jean Pierre Ngui Allogo : Je ne suis pas bien placé pour vous dire pourquoi (...). C'est lundi dernier (le 30 octobre, N.D.L.R.) que les nominations ont été publiées dans le journal L'Union. Mais, tout porte à croire qu'au niveau de la centrale, à Libreville, il y avait quelques difficultés. En ce qui nous concerne ici, un moment donné, on nous a demandé d'envoyer les propositions de nominations des directeurs d'écoles. Ça a pris du temps. Et, lorsque ces nominations sont tombées, nous étions déjà en pleine phase de la rentrée administrative. Ajouté à cela



Le directeur d'Académie provinciale du Woleu Ntem, Jean Pierre Ngui Allogo

quelques difficultés que nous rencontrons. Parce que trois nouvelles écoles ont été ouvertes cette année dans notre bassin pédagogique, notamment, dans la commune d'Oyem : deux écoles conventionnées catholiques de Nkomayat et d'Elone et l'école publique de la Sablière. Bien avant cela, les besoins en tables-bancs étaient déjà multiples dans certains établissements secondaires et primaires. Avec ces

trois nouvelles écoles, la demande est donc devenue importante au niveau des tables-bancs. Voilà le dossier sur lequel nous sommes en ce moment. Nous avons déjà une usine dans laquelle nous pouvons aller chercher les tables-bancs. Mais, nous sommes confrontés au problème de moyens financiers pour louer les camions devant transporter lesdites tables-bancs. Nous sommes là-dessus avec nos partenaires, dont le Conseil départemental du Woleu, la mairie d'Oyem et bien d'autres qui veulent bien nous aider. Mais, je rassure les parents d'élèves que ces écoles vont bien fonctionner cette année.

Avez-vous un conseil particulier à donner aux enseignants, parents et leurs enfants en ce début d'année scolaire ?

Je commence par les premiers concernés, que sont les élèves. Je leur dis que tout est fin prêt. Les écoles les attendent. Cette année, nous allons faire en sorte qu'ils soient bien encadrés. Mais, nous ne voulons pas entendre parler de banditisme au niveau des établissements et des structures scolaires. Que chaque élève mette à cœur le vœu de réussir son année scolaire. C'est aussi notre vœu. À l'endroit des enseignants, je dirais également que tout est fin prêt et certains disposent déjà de leurs emplois du temps. Cette année, nous allons débiter avec un nouveau pas. C'est-à-dire que nous voulons que l'enseignant retrouve toutes ses qualités qui font de lui, le maître à penser de la cité. Nous ne voulons pas entendre parler des enseignants rebelles et qui refusent de regagner leurs postes d'affectation. Le cas échéant, nous serons là pour faire appliquer la loi. (...) En ce qui concerne les parents d'élèves, je dirais que c'est en début d'année qu'on prépare l'année scolaire, pas à la fin. Encadrez bien vos enfants ! L'école va jouer son rôle et il faudrait que la maison joue également le sien.

Bitam/Obsèques

L'adieu à Armand Mintogo Edou, Étienne Mve Mintogo et Martin Menie M'Evoung

Servais SONDE BATATA
 Bitam/Gabon

DÉCÉDÉ deux semaines plus tôt, le chef de regroupement des villages Akom II, Mendouma et Effack, Armand Mintogo Edou, a été conduit à sa dernière demeure le 28 septembre dernier. En présence du préfet du département du Ntem, Jean Claude Moundziegou Maloulah, et d'autres auxiliaires de commandement de la contrée.

Né en 1939, l'on reconnaîtra de l'homme qu'il était à l'écoute de ses administrés. Il aura exercé ses fonctions, vingt ans durant, avec respect et dévouement, au service de son administration.

Le même jour, il était également programmé l'inhumation d'un autre auxiliaire de commandement, au village Mimbang. Le préfet et sa suite s'y sont rendus pour assister la famille d'Étienne Mve Mintogo. Ce furent des moments de grande tristesse pour tous ceux qui l'ont connu, tant ce chef de famille laisse un héritage important dans l'administration déconcentrée et dans le domaine de l'éducation, après avoir servi dans le Gabon profond. Il laisse quatre veuves et plusieurs enfants et petits-en-



Exposition de la dépouille d'Étienne Mvé Mintogo.



Le préfet présentant ses condoléances à la famille du disparu.

fants. La fin de la série noire était marquée, le 11 octobre dernier par la mise en terre d'un commis de l'État, Martin Menie M'Evoung. Ce dernier a servi à Bitam comme secrétaire général de préfecture, et à Minvoul dans le Haut-Ntem. Son point de chute aura été le gouvernement de la province du Woleu-Ntem comme chargé d'étude du gouverneur. L'autorité provinciale a d'ailleurs tenu à marquer sa présence aux obsèques de son collaborateur, au village Nkolmengo. Né en 1965, Martin Menie M'Evoung était d'une valeur professionnelle rassurante. Partout où il est passé, l'on garde de lui



l'image d'un homme serviable et jovial. Il quitte le monde des vivants à l'âge de 55 ans.

La délégation du gouvernement.